

La genèse

Critique envers la classe politique actuelle et ses pratiques, interrogatif sur le sens que nous donnons à nos vies, j'ai fait le choix de me proposer pour devenir acteur de votre avenir. S'il est une chose de reconnaître les dysfonctionnements de notre démocratie, il en est une autre de s'engager pour la faire évoluer.

Une dynamique citoyenne fleurit actuellement à travers la France, partant du constat d'une défiance grandissante des électeurs envers les institutions et surtout envers ceux qui sont censés les représenter. De la Relève Citoyenne¹ à #MAVOIX² en passant par Laprimaire.org,³ les initiatives foisonnent dans le but d'impliquer les citoyens et de leur permettre de se réapproprier la démocratie.

L'enjeu est bien trop grand pour le prendre à la légère. Il n'est pas question de sous-estimer l'ampleur des missions qui incombent à un député mais plutôt, à travers des candidatures de la société civile, de montrer qu'il existe une autre manière de concevoir la politique, avec un renouvellement des personnes et des pratiques. Comme l'a affirmé avec conviction K. Loach en recevant la Palme d'Or, « **un autre monde est possible, et nécessaire** ».⁴

Les idées ne manquent pas pour vivre autrement, dans une plus grande harmonie les uns avec les autres et avec la nature. Pour certains, la dureté du quotidien leur rend impossible la vision de cet autre monde. Il revient donc à ceux qui ont la chance d'entrevoir ces alternatives méconnues d'ouvrir aux autres le champ des possibles.

¹ <http://relevecitoyenne.org/>

² <https://www.mavoix.info/>

³ <http://laprimaire.org>

⁴ Discours à Cannes, le 22 mai 2016.

Aucun être humain ne peut avoir la prétention d'avoir réponse à tout, pas même les diplômés de grandes écoles ou les représentants des partis politiques. Je ne vois de solutions globales et durables que dans la mise en commun d'idées, dans l'intelligence collective émancipée des intérêts individuels. **Notre richesse vient de la diversité de nos vécus et de nos aspirations.** Et c'est en collaboration permanente avec les citoyens de la circonscription que l'on peut faire évoluer les choses, car le peuple est la boîte à idées de la République.

Les partis politiques semblent enfermer leurs élus dans une pensée unique. Une étiquette peut être un gage de crédibilité mais elle peut aussi priver l'élu(e) de libre arbitre. Or pour moi, il est impossible d'adhérer à 100% aux idées d'une personne ou d'un parti. **D'où la nécessité qui s'est imposé à mes yeux de proposer un autre modèle, à travers la liberté d'opinion qu'offre la Relève Citoyenne.**

Ma conception de la vie en communauté et du partage s'est tout d'abord exprimée dans le sport. Pendant 11 années à la présidence d'une association sportive, j'ai connu une expérience humaine sans pareille. Je l'ai rêvée non comme un lieu de défoulement mais comme un remède à l'isolement, à la sédentarité, à la mésestime de soi, à la perte de repères. **Je vois dans le sport un trésor inexploité qui pourrait servir de support à la reconstruction de notre société, par une continuité pédagogique avec le monde éducatif, par une transmission des valeurs républicaines dans un contexte ludique, par la consécration du vivre-ensemble.** Mais en 11 ans j'ai aussi vu les comportements évoluer vers un certain individualisme voire vers la transformation de la pratique en un bien de consommation.

Le bénévolat, à travers ses 15 millions de représentants, est à mes yeux le ciment de notre nation et en fait son unicité dans le monde. C'est une communauté silencieuse qui œuvre au service des autres, sans aucune autre attente que de donner de la joie et du réconfort.

Selon moi, le jour où le mouvement associatif s'essoufflera, notre société s'écroulera. A nous de savoir l'entretenir en lui donnant les moyens pour assurer cette mission socio-éducative qui, exacerbée, peut devenir le remède à de nombreuses problématiques.

Cette candidature a donc pour terreau ce partage de valeurs dont j'ai bénéficié pendant des années et que je souhaite reproduire. **Elle est née de cette conviction profonde que l'égoïsme et la rentabilité ne sont pas des fatalités**, qu'ensemble nous trouverons des solutions sans nous en remettre à des hommes et des femmes providentielles. Elle s'est nourrie du rejet des conceptions du Front National sur notre société diverse et de l'absence de la réalité du quotidien dans les débats présidentiels. Elle s'est consolidée à travers l'idée qu'à chaque pas, nous avons le choix entre un avenir qu'on subit et un avenir dont on est un acteur.

Une circonscription est l'échelle idéale pour un laboratoire social, dans le but de décliner à plus grande échelle les expériences réussies et **mettre fin à la stérilité de l'innovation politique**. Je n'ai là aucune prétention mais une pleine conscience de la responsabilité à laquelle je m'engage. Je ne suis expert en rien et ne vous vendrai pas de solutions ultimes à tous les problèmes que nous rencontrons au quotidien. Il serait donc illusoire de vous présenter un programme en soi, car personne n'a réponse à tout, pas même les partis politiques. En revanche, pour chaque problématique, **il existe au sein de la circonscription des voix pour faire émerger des idées, l'élu(e) jouant le rôle de catalyseur**, tout en sachant faire le tri entre les discours partisans et les vrais chercheurs du bien collectif.

A défaut d'un catalogue de mesures difficiles à évaluer, ma vision de ce mandat consiste à contribuer aux textes de lois en restant cohérent avec des principes fondamentaux que je décris dans la suite, en particulier autour des sujets sur lesquels j'ai un vécu mais qui restent absents des débats publics : le développement durable, l'éducation en général mais aussi par le sport et la culture, l'innovation.

Concrètement, un député ne fait jamais une loi à lui tout seul. Il doit en revanche avoir des piliers moraux pour le guider sur le chemin de l'intérêt collectif. **En résumé, cette candidature a pour buts de porter une nouvelle voix, de montrer l'existence d'une autre conception de la politique et de sonder le peuple sur son adhésion aux initiatives citoyennes.**

L'(in)expérience

Mais avant cela, évoquons les craintes légitimes que peut susciter le fait de donner du pouvoir à des personnes inexpérimentées. Les français, dans leur diversité de points de vue, bon gré, mal gré, ont porté à la présidence de la République un homme qui n'a jamais exercé de mandat électif, mais porteur d'une nouvelle conception de la politique. Il conviendra au terme de son mandat de juger son action. Mais il est aussi important de représenter la diversité des citoyens tout au long du mandat pour équilibrer les textes et les faire évoluer vers les compromis les plus bénéfiques.

Renouveler l'ensemble des acteurs politiques en un temps très court menacerait la stabilité du pays. **La solution la plus à même de traiter la crise sociétale que nous traversons réside certainement dans un équilibre entre des hommes et des femmes politiques expérimentés mais intègres, et des citoyens apportant une diversité de vécus et d'opinions.** De nombreux français ont appelé à une réforme en profondeur des pratiques. Les candidatures de la société civile en sont un outil.

Ce n'est pas pour autant que la seule force de nos convictions suffira à convertir ces candidatures en mandats réussis. Il conviendra de se former, de s'entourer en toute transparence d'experts qualifiés et indépendants, mais aussi de s'appuyer régulièrement sur les électeurs et sur la Relève Citoyenne qui les fédère.

Pourtant, la démarche peut sembler vaine tant l'ancrage politique de la 6^{ème} circonscription est historique. **Mais l'important est ailleurs : alimenter cette dynamique citoyenne et porter un discours différent grâce à la visibilité de ces élections législatives, loin des diktats partisans et des héritages politiques.** Certains seront tentés de qualifier cette conception d'extrémiste voire de révolutionnaire, ce que je réfute. La recherche de l'intérêt collectif n'a pas de couleur politique. Aux électeurs de permettre que ce discours humaniste trouve une application concrète au service du peuple français.

Ma conception du mandat

Aujourd'hui, dans la grande majorité des cas, les rendez-vous d'un(e) député(e) avec sa circonscription se limitent à une campagne électorale tous les cinq ans, laquelle se transforme en carte blanche. Les élus entretiennent des liens réels avec les collectivités, les dirigeants d'associations qui en font la demande, et ceux qui assistent aux événements publics. Ce n'est pas le cas avec l'immense majorité des électeurs qui ne connaissent rien de l'action de leur député(e). La permanence de l' élu(e) est parfois le seul portail vers la réalité du quotidien. Pour moi, ce mandat national ne peut se couper d'un ancrage territorial.

Le premier des devoirs est d'entretenir ce lien avec les citoyens de la circonscription. Le second est d'agir en toute transparence et, dans l'idéal, en étant le reflet de la conception majoritaire des électeurs.

La transparence de la vie publique s'est considérablement améliorée au cours de la mandature qui s'achève, dans le sens que prône Anticor.⁵ En plus de suivre chaque vote de leur élu(e) à l'assemblée nationale, les électeurs peuvent désormais consulter les choix d'affectation de la réserve parlementaire,⁶ le nom des collaborateurs parlementaires⁷ voire, grâce à une initiative citoyenne, le taux de participation de l' élu(e) aux travaux parlementaires.⁸

On doit aller encore plus loin en soumettant à l'avis d'un comité citoyen l'utilisation de la réserve parlementaire au service de la circonscription. Ce comité serait constitué par tirage au sort pour une partie et sur la base du volontariat pour une autre.

⁵ <http://www.anticor.org/>

⁶ http://www.assemblee-nationale.fr/budget/reserve_parlementaire.asp

⁷ <http://www2.assemblee-nationale.fr/deputes2/les-collaborateurs>

⁸ <http://www.nosdeputes.fr/synthese>

De plus, la répartition de l'indemnité représentative de frais de mandat (IRFM) doit être clairement affichée et justifiée. Le choix du parrainage pour les élections présidentielles doit aussi faire l'objet d'une consultation locale. De même, outre la tenue d'un journal numérique public informant de mes prises de position, j'inviterai une fois par an les habitants de la circonscription à évaluer mes actions au sein d'une assemblée citoyenne. Toutes ces dispositions n'auront toutefois de sens que si les citoyens s'en emparent et jouent le jeu en s'impliquant.

Régulièrement, je me rendrai dans les comités de quartier pour évaluer le sentiment général et **soutenir la démocratie de proximité**. Par ailleurs, des réunions publiques d'information sur le contenu des textes de lois, amenant à des débats citoyens, seront organisées le plus régulièrement possible. La mise en place d'une plateforme numérique de consultations citoyennes – à l'instar du site *Parlement & Citoyens*⁹ mais à l'échelle de la circonscription – sera étudiée. Ce sont ces initiatives que le président nouvellement élu souhaite faire naître chez les prochains députés.¹⁰

Des solutions de démocratie participative existent et doivent être portées à la connaissance de tous pour enrayer la défiance des citoyens vis-à-vis de leurs institutions, à condition que des candidats conscients et impliqués soient élus pour les porter. Dans un monde idéal, il faudrait 48 millions de députés, à l'image des « 60 millions de sélectionneurs » lors des matches de l'équipe de France de football. En pratique, c'est inapplicable. **D'où la démocratie représentative dans laquelle nous vivons, ce qui ne doit pas l'empêcher de laisser plus de place à une démocratie participative**. Aux élus de rester le plus proche possible de ceux qu'ils représentent. Aux électeurs de jouer le jeu en s'informant et en s'impliquant.

⁹ <https://www.parlement-et-citoyens.fr/>

¹⁰ Programme d'E. Macron, chapitre sur la rénovation de la démocratie.

Quant au fonctionnement propre de l'assemblée nationale, **il est temps de revenir à un meilleur équilibre dans la rédaction des textes, entre les projets de lois (établis par le gouvernement) et les propositions de lois (émanant des parlementaires)**. Les pouvoirs législatifs et exécutifs doivent savoir respecter les prérogatives de l'autre pour une meilleure transparence et un meilleur équilibre de la gouvernance du pays.

La technicité des textes de lois encourage les députés, dans l'incapacité humaine d'être omniscients, à écouter les spécialistes mais ceux-ci peuvent s'avérer poursuivre des buts autres que celui du bien collectif. **Les lobbys peuvent donner l'impression aujourd'hui d'une main mise sur le Parlement, au détriment des citoyens**. Aux futur(e)s élu(e)s de savoir faire le tri, dans la transparence, l'indépendance et l'équité, en s'appuyant sur les outils que la puissance publique met à disposition, comme les rapports de la Cour des Comptes. C'est ainsi une dynamique collective que je prône à travers cette candidature, au-delà des idées partisans, et dans le seul but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Développement durable

Pour rassembler les français, il faut une cause commune. Ma conviction est que le développement durable (DD) peut être cette cause transversale et fédératrice, tant il impacte la totalité des champs du quotidien (vie des ménages, emploi, énergie, éducation, ...). Loin de la lubie de bobos écolos dans laquelle certains sceptiques veulent l'enfermer, le DD va bien au-delà de l'écologie. Il englobe également les aspects sociaux, économiques et de gouvernance.¹¹ Il peut surtout devenir une philosophie de vie qui éclaire chacune de nos décisions.

Aujourd'hui, la dimension économique est le principal moteur décisionnel. Lorsque nous allons faire nos courses, sommes-nous guidés par le coût d'un produit alimentaire ou par sa composition et son impact sur notre santé ? Lorsque nous cherchons à financer un projet, si la banque qui nous fait la proposition la plus rentable financièrement pratique l'évasion fiscale et a délocalisé ses emplois supports sur un autre continent pour accroître ses profits, la choisirons-nous quand même ? Serions-nous prêts à attendre la bonne saison ou à manger des framboises en plein hiver en dépit des milliers de kilomètres parcourus ?

Dans le même ordre d'idées, nous n'avons pas encore assez de recul pour quantifier les dégâts que notre alimentation malsaine, truffée de perturbateurs endocriniens, aura sur notre santé à long terme. Il ne tient qu'à nous de rechercher des solutions plus saines, par exemple dans des paniers bio issus d'une agriculture de proximité (par le biais d'une AMAP ou autres), quitte à faire quelques centaines de mètres de plus.

¹¹ « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations du futur à répondre aux leurs », rapport Brundtland, ONU, 1987.

La réalité est que la précarité, le stress professionnel ou plus généralement le tourbillon de la vie nous empêchent parfois de mesurer les conséquences de chacun de nos actes. **Demain, le DD peut devenir le fil conducteur de nos pratiques, par une manière différente d’appréhender la vie, par des consommations de produits et d’énergies adaptées**, quitte à rogner quelque peu sur notre confort mais en améliorant l’impact sur notre avenir et sur les générations futures.

Le rôle d’un(e) élu(e) est d’accompagner le peuple dans une prise de conscience collective, en promouvant les bonnes pratiques, en valorisant les initiatives et en favorisant l’exemple des institutions en la matière. Le film *Demain*¹² est une étape dans cette lente dynamique éducative, un outil à disposition du ministère de l’Éducation Nationale s’il se donne les moyens de s’en servir. **Mais c’est aussi une ode à la bonne humeur**. De ces choses positives qui se retrouvent noyées dans une masse d’informations toujours plus grande et démoralisatrice, et dont il est le devoir des élus de les mettre en lumière.

La lutte contre le gâchis de papier a fait son chemin grâce au côté concret du consommable. Il va maintenant falloir s’attaquer à notre consommation numérique, tout aussi néfaste mais beaucoup plus dure à appréhender. Aujourd’hui, les milliards de courriels échangés chaque jour, parfois pour des futilités, ont une empreinte écologique catastrophique du fait des serveurs qui hébergent nos messageries. Il en est de même des moteurs de recherche que nous sollicitons pour un rien. **La sensibilisation aux impacts écologiques des innovations est plus que nécessaire aujourd’hui**.

Et parfois même avec des déchets concrets, le compte n’y est pas. Des millions de tonnes de mégots sont collectées chaque année par les agents communaux, à quelques mètres parfois de cendriers. Certains prennent l’ascenseur pour monter un étage ou la voiture pour faire 500m. Un confort au prix de répercussions sur notre santé et la qualité de notre quotidien.

¹² <https://www.demain-lefilm.com/>

Toutes ces pratiques sont autant d'exemples qui montrent que des lois ne feront jamais tout. La France est aussi ce que nous, français, en faisons. A nous tous de refaire de ce pays une terre d'ouverture d'esprit, de valorisation des idées et d'innovations civiques. A nous d'être attentionnés et solidaires les uns envers les autres plutôt que de toujours envier ou rejeter. Je ne peux que faire l'éloge de la bienveillance qui, au-delà d'une philosophie de vie, enrichit par la renaissance des liens humains : « pour vivre mieux, vivons meilleur ».¹³

Mais la discipline doit se décliner à tous les échelons. Aux institutions républicaines de s'appliquer les critères de responsabilité sociétale des organisations (RSO) à l'instar des entreprises (RSE) pour montrer l'exemple. Ce sera le sens de mon implication. **Le développement durable peut devenir le guide de la maison France, à chacun d'en devenir un lecteur avisé.**

Outre l'évolution des comportements vis-à-vis de la consommation d'énergie, notre pays doit résolument diversifier ses ressources en la matière. Propriétaire du deuxième territoire maritime mondial, **la France a négligé trop longtemps l'énergie gigantesque de la mer**, de sa houle, de ses marées ou de sa géothermie. Nos politiques publiques ont considéré l'éolien comme une « caution verte », bien visible mais dont les impacts sur les éco-systèmes sont pourtant importants et la rentabilité bien faible. Il est nécessaire désormais de coupler le développement des énergies renouvelables à des études d'impact tout en laissant la place à l'innovation des start-ups françaises. Les éoliennes « offshore », les éoliennes flottantes, les hydroliennes, sont autant de dispositifs, en fonctionnement à petite échelle ou à l'étude, qui permettront d'enrichir nos ressources tout en assurant notre indépendance énergétique. La recherche en ce sens doit être largement soutenue avec une garantie de son indépendance. Le secteur est là aussi foisonnant. Il reste à étudier les passages à grande échelle.

¹³ *Trois amis en quête de sagesse*, C. André, A. Jollien et M. Ricard, l'iconoclaste, 2016.

Vivre-ensemble et éducation par le sport

Une association sportive est un microcosme dont les caractéristiques sont les mêmes que celles que la société, bonnes ou mauvaises. **Mais s’il y a bien un lieu où l’on peut retrouver des citoyens réunis dans une même pratique, sans considération d’âge, de sexe, d’orientation sexuelle, d’origine sociale, de couleur de peau, de handicap, c’est bien un terrain de sport.** Ces mixités sont la preuve exceptionnelle que les différences ne sont pas incompatibles avec la sociabilité et le partage.

De mon expérience, je prétends que l’on peut aller plus loin. Il arrive que certains français connaissent mieux la composition de l’équipe de France de football que celle du gouvernement. Il arrive que l’audience lors d’un événement sportif soit supérieure à celle d’un débat politique. Il arrive que des jeunes soient plus réceptifs au discours de leur éducateur sportif que de leurs enseignants. Alors capitalisons ces constats et intégrons pleinement les associations sportives dans l’école de la république. **Faisons des clubs de hauts lieux du vivre ensemble, et même du faire ensemble en valorisant les bienfaits du bénévolat et de la vie associative.**

Apprendre en s’amusant me semble une bonne méthode. Les éducateurs sportifs voient leur rôle trop souvent restreints à la simple transmission d’un contenu technique. Et pourtant leur impact pourrait être tellement plus grand :

- ☞ en évoquant les règles de vie en communauté,
- ☞ en incorporant des éléments sur le sport santé, une sensibilisation à ce qu’est le développement durable,
- ☞ en évoquant simplement la richesse d’une association à travers ses mixités et sa raison d’être : associer des personnes qui adhèrent à une même philosophie.

Il n’est pas question d’endoctrinement mais de fournir aux jeunes sportifs tous les outils pour devenir les citoyens de demain.

Cela ne peut se faire qu'en accompagnant les fédérations sportives dans la formation de leurs cadres techniques. Mais aussi en créant une prise de conscience des dirigeants des associations du rôle social qu'ils pourraient jouer dans l'épanouissement de leurs adhérents. A mes yeux, le service civique dans les associations sportives et culturelles devrait être obligatoire. Non pas pour se substituer à des emplois, mais pour faire prendre conscience aux jeunes des bienfaits du bénévolat et de reprendre confiance en eux. **Le plan « citoyens du sport »¹⁴ a été une première pierre, la loi « Égalité et Citoyenneté » une autre. Il faut désormais consolider ce socle et le diffuser à grande échelle.**

Il faut accompagner les clubs qui innovent en ce sens en redessinant les contours du CNDS pour qu'il soit le reflet des politiques humanistes des clubs plutôt que celui des politiques publiques. En rendant possible la **mutualisation des ressources associatives**, humaines, matérielles, mais aussi idéologiques.

L'éducation par le sport est un outil inestimable. La réforme des rythmes scolaires a ouvert des portes mais le mouvement associatif ne s'est pas encore totalement accaparé cette opportunité. L'année du sport de l'école à l'université en était une autre, destinée à créer une transversalité avec le sport comme support. Mais il faut savoir capitaliser les initiatives brillantes qui ont été recensées pour qu'elles ne tombent pas dans l'oubli comme nombre de dossiers à l'Éducation Nationale.

La notion d'héritage prônée dans le cadre de la candidature de Paris à l'accueil des jeux olympiques et paralympiques de 2024 devra être déclinée sur tout le territoire et dans tous les clubs de toutes les disciplines. Sous peine d'en faire un immense gâchis au seul profit du comité international olympique dont la réforme de la gouvernance est un enjeu majeur pour le sport et sa dimension éducative.

¹⁴ <http://sports.gouv.fr/accueil-du-site/a-la-une/article/Le-plan-Citoyens-du-sport>

La moralisation de la vie publique est une question récurrente, celle des organisations mondiales et des athlètes professionnels en est une autre. L'accès à la renommée et à la richesse devrait obliger ces athlètes (minoritaires) à une exemplarité pour devenir pleinement des **modèles pour la jeunesse**. Là aussi, Paris 2024 peut être l'occasion de travailler sur ces aspects d'images, tout en continuant d'assurer au reste des athlètes les moyens de vivre leur passion dans les meilleures conditions (financières et sanitaires) et de transmettre aux publics de France les plus belles des émotions.

Je souhaite aussi évoquer l'utilité du sport dans d'autres contextes. En premier lieu, le **milieu carcéral**. De nombreux détenus sont en perte de repères, en proie à l'influence de prêcheurs et de manipulateurs en tout genre. La pratique sportive encadrée par un professionnel de la discipline peut les aider à se reconstruire et même à leur donner des horizons à leur sortie.

Ensuite, **l'intégration des migrants**. Ceux qui ont fui leur pays et tous ceux à qui ils tenaient, se retrouvent désœuvrés sur leur terre d'accueil. À l'image des *volants de l'union*¹⁵, de nombreux projets associatifs visent à redonner une estime d'eux-mêmes à des expatriés, plus à même par la suite de s'intégrer.

Enfin, prenons garde au danger de la radicalisation dans les associations les moins structurées. Certains ont pris conscience de l'influence que pouvaient avoir les éducateurs sportifs, mais à mauvais escient, les enjoignant de rejeter notre pays, notre culture, au profit d'un communautarisme exclusif. Des outils sont en cours de diffusion, leur appropriation par le monde du sport sera cruciale.

¹⁵ <http://www.iris-france.org/communiquede-presse/les-volants-de-lunion-un-projet-dintegration-par-le-badminton/>

Pour conclure ce chapitre, je tiens à associer le corps et l'esprit que l'on oppose trop souvent. **L'enrichissement décrit à travers le mouvement sportif trouve son équivalent dans les associations culturelles**, tout autant indispensables et complémentaires dans l'équilibre du citoyen. La littérature ou la musique peuvent former un refuge pour les naufragés de la vie comme devenir une source d'inspiration pour avancer dans l'existence, à l'image des ouvrages de C. André,¹⁶ L. Gounelle¹⁷ ou F. Lenoir.¹⁸

Comme le décrit avec réalisme M. Cherfi,¹⁹ certains font du rejet de la maîtrise de la langue française un symbole de leur rébellion envers notre culture et notre souhait d'intégration. D'autres considèrent que s'intéresser à la culture est ringard. Pourtant, appartenir à une nation repose en grande partie sur le fait d'avoir une culture en commun, une langue, un socle de valeurs. Renier ce constat revient à vivre à côté de la société, en opposition perpétuelle, mais pas à être membre à part entière.

Culture et sport sont des droits, justement pourvoyeurs de valeurs et sources d'épanouissement. Ils sont le cœur de la République Française, à nous de les défendre pour ne pas risquer de voir se faner les racines de notre cohésion.

¹⁶ *Méditer, jour après jour*, l'Iconoclaste, 2011.

¹⁷ *L'homme qui voulait être heureux*, Pocket, 2008.

¹⁸ *L'âme du monde*, Pocket, 2014.

¹⁹ *Ma part de gaulois*, Actes Sud, 2016.

Notre première expérience des mixités s'effectue dans le milieu scolaire. Car outre l'acquisition de savoirs bénéfiques pour notre avenir, nous expérimentons aussi la vie en groupe. Toutes les formes de communautarisme privent les enfants de cette richesse et les conditionnent à reproduire ce même cadre idéologique sans jamais obtenir les outils pour choisir leur propre voie une fois émancipés.

Le monde scolaire doit rester une école de la vie, qui aide les enfants à se construire en tant qu'adultes et futurs citoyens. Il ne doit pas être conçu comme un lieu d'évaluation où les injustices sociales sont doublées d'un traumatisme face aux résultats. Chaque matière doit être perçue comme un enrichissement et un outil pour l'avenir. Il faut avant tout ouvrir ce monde trop cloisonné et créer des ponts avec le monde des adultes, par des interventions d'associations (non partisans) et par des témoignages sur l'utilité du contenu pédagogique.

Pourquoi ne pas solliciter :

- ☞ des journalistes pour venir exprimer leur usage de la langue française
- ☞ des mathématiciens pour expliquer comment ils aident à prévenir les catastrophes naturelles ou à faire rouler des véhicules électriques
- ☞ des agriculteurs pour initier les jeunes à la culture des fruits et des légumes
- ☞ ...

Ces vécus traduiront inévitablement un parti pris mais ils ouvriront les esprits sur la réalité de demain. Cela évitera d'enfermer les matières scientifiques, en particulier les mathématiques, dans une image de matière de sélection totalement inutile.

Pourtant, il faut des critères clairs pour accompagner les enfants dans leur croissance en passant d'une classe à l'autre et par un parcours adapté. Le passage obligatoire dans la classe supérieure n'est pas toujours la meilleure solution pour l'enfant si sa maturité ne le permet pas. **De même, cessons de donner à ces mêmes enfants le bac général (et le bac S en particulier) comme seul horizon honorable** faisant la fierté de leurs parents. Le collège unique renforce les sentiments d'échec et nivelle par le bas.

Des filières sont dénigrées alors qu'elles forment des citoyens comme les autres qui contribueront à la société à leur manière, ni plus ni moins importante que les autres. Il faut au contraire les valoriser, comme il faut valoriser les matières scientifiques auprès des étudiants qui en perçoivent les mécanismes avec plus d'intuition. Il faut savoir préserver leur intérêt pour les mener par exemple vers des métiers scientifiques liés à l'innovation ou vers des métiers de l'enseignement, deux secteurs dont les manques en termes d'effectifs deviennent critiques.

Le métier d'enseignant doit retrouver cette image positive de référence morale et de contributeur à la construction de l'enfant. La filière de l'enseignement a perdu aujourd'hui toute attractivité, d'une part à cause de la perte de reconnaissance par la société, d'autre part du fait d'une évolution des comportements. **En réunissant régulièrement tous les acteurs de l'éducation de l'enfant, enseignants, parents, associations, on favorise le dialogue et la compréhension mutuelle pour arriver à une vraie complémentarité.** Tout d'abord à travers des assises de l'enseignement sur l'ensemble de la circonscription pour lancer la dynamique, puis à des échelles plus petites pour s'adapter au public concerné.

De plus, la formation continue des personnels doit être développée de manière attractive : des partages d'expérience, d'éventuels modules de connaissances complémentaires et transversaux, des ateliers concrets pour pouvoir faire face aux situations les plus inattendues.

Sans école de qualité, il n’y a pas d’avenir viable. De l’école maternelle au lycée, ces espaces doivent rester un refuge fait de diversité, de tolérance et d’innovations pédagogiques. L’école doit emmener chacun vers la voie qui lui convient le plus, sans l’enfermer dans des dogmes et un chemin unique. Cela requiert une évolution des mentalités chez les parents mais aussi au sein même de l’Éducation Nationale qui se perd dans des programmes incohérents et oubliant l’essentiel. Ceux qui sont à l’école aujourd’hui seront les citoyens de demain. Ils doivent s’y sentir bien pour pouvoir envisager un avenir heureux au sein de la société.

L'innovation au cœur de la société

Un pays qui n'innove pas est un pays qui se meurt, qui s'en remet aux autres pour construire son propre avenir. La France possède une histoire remarquable dans ce domaine et brille aujourd'hui sur la scène internationale des nouvelles technologies, de la finance et des sciences de manière générale. Pour le nouveau président de la République, « l'innovation, c'est la clé de la compétitivité et de la croissance ».²⁰ C'est pour moi avant tout un levier pour améliorer les conditions de vie dans la société de demain. Question de point de vue.

Commençons cependant par un aparté sur les innovations technologiques. **La nature humaine étant ce qu'elle est, chaque progrès voit émerger, en parallèle de ses bienfaits, un côté obscur.** Le téléphone portable, outil exceptionnel de communication, devient avec le smartphone un outil d'isolement social. Dans les transports en commun, à table, sur son lieu de travail, sur les bancs de l'assemblée, ce ne sont que des têtes baissées sur leurs écrans, accaparées par des flots infinis de données le plus souvent superficielles. Le monde extérieur devient secondaire et l'attention que l'on porte aux autres en pâtit. De même, le courriel a facilité la communication pour finir par être totalement dévoyé. La déconnexion est désormais un droit, mais peut-être faudrait-il aussi parfois en faire un devoir.

Internet est une ouverture incomparable sur le monde, donne la parole à chacun, permet de combattre les effets de la propagande, mais devient également un lieu de manipulations diverses, de violences verbales incontrôlées et un symbole de la fragilité des institutions face aux cyberattaques, comme on l'a vu récemment. **Loin de les condamner, je milite pour que les ressources numériques restent des trésors plutôt que des prisons. À chacun d'en être conscient.**

²⁰ <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/enseignement-superieur-recherche>

Venons-en ensuite à la production d'innovations. Dans certains lieux historiques comme EDF, la recherche est progressivement isolée voire sous-traitée. D'autres, comme le CEA, sont en recherche d'un nouveau modèle. La recherche publique, enfin, à travers les universités, connaît un grand bouleversement qui, à terme, menace l'avenir de notre pays.

La loi LRU menée par V. Pecresse en 2007 a renforcé l'autonomie des universités, avec, comme dans tout projet, des avantages et des inconvénients. Essentiellement guidée par un besoin de bien figurer dans le controversé²¹ classement de Shanghai, la classe politique a engagé une réforme en profondeur du fonctionnement des universités. Niant la réalité du modèle français, le système tend à se rapprocher du modèle anglo-saxon. J'évoque dans la suite **l'enseignement**,²² qui crée les vocations et développe les compétences des futurs innovateurs, et **la recherche**, qui crée les outils de demain.

En ce qui concerne l'enseignement, **rappelons tout d'abord la spécificité française qu'est la multiplicité des parcours à l'issue du baccalauréat**. Le prestige des grandes écoles favorise la voie des classes préparatoires, propices au formatage intellectuel, au détriment de l'université qui pâtit du manque de vocations. « **Ingénieur** » **reste dans l'imaginaire collectif une plus grande fierté que « docteur en sciences »**. Celui qui osera casser le monopole des grandes écoles dans la formation en sciences n'est peut-être pas encore né.

²¹ Ce classement avait pour but d'orienter les étudiants chinois vers les meilleures universités, pas de déclencher une course à la gloire par les gouvernements des pays du monde entier.

²² Notons que l'évaluation de l'enseignement n'est pas prise en compte dans ledit classement !

Nombre d'étudiants, arrivés à l'université par défaut, échouent avant l'obtention du master faute d'une orientation adéquate. Une première étape d'amélioration consiste à travailler la continuité entre le lycée et l'université pour favoriser la réussite. Des groupes de travail existent au sein des IREM mais la mise en application doit être rendue possible par les deux ministères concernés. Certains voudraient y répondre par une sélection à tous les étages, ce qui ne contribuerait qu'à renforcer l'élitisme du système et entraînerait la fermeture de certaines formations. Un engorgement dans certaines disciplines aujourd'hui a entraîné un recours aux tirages au sort. Ce n'est pas le cas partout mais cela reste quoi qu'il arrive une mauvaise idée.

Commençons par une meilleure orientation, une plus grande clarté sur les taux d'insertion professionnelle et une aide à la mobilité pour assurer l'ouverture de formations moins plébiscitées.

La seconde étape concerne les enseignants eux-mêmes. D'une part, il n'y a aucun module d'enseignement dans les cursus qui mènent aux postes d'enseignants-chercheurs ! Ils se retrouvent donc face aux étudiants totalement désarmés. Les meilleurs joueurs ne font pas les meilleurs entraîneurs. Il en est de même pour les chercheurs et les enseignants. Il est donc nécessaire de les préparer à ce rôle fondamental.

D'autre part, l'absence d'évaluation de la qualité de l'enseignement (contrairement à la recherche) ne fait qu'inciter certains à bâcler cette mission qui représente la moitié de leur métier. Tradition qui se perpétue de directeurs de thèse en doctorants. Pour les encourager à s'investir, on pourrait généraliser l'évaluation par les étudiants mais ce n'est pas encore entrée dans les mœurs : ces derniers ne jouent pas toujours le jeu et certains s'en servent comme d'un défouloir en fonction de leurs notes. De même, le recours à des enseignants contractuels, comme cela se passe dans les universités anglo-saxonnes, ne peut en aucun cas être un gage de qualité et de pérennité du modèle. **La formation des jeunes est un devoir de l'État et certainement pas une variable d'ajustement budgétaire.**

Pour ce qui est de la recherche, la dynamique observée depuis quelques années est le renforcement des financements sur projets plutôt qu'au travers de crédits pérennes. Sous couvert de la volonté d'éviter le saupoudrage de l'argent public pour valoriser la recherche de qualité, le système a été contre-productif : des heures perdues par les chercheurs à rédiger des dossiers fastidieux, il n'en ressort que des frustrations. Très peu de lauréats, des financements trop faibles, et une concentration des fonds dans une poignée d'unités d'élites. De plus, l'absence de visibilité sur les crédits de fonctionnement incite les services à la prudence de janvier à octobre, puis à une orgie d'achats parfois inutiles en novembre pour ne pas voir le budget réduit l'année suivante. **Tout réside donc dans un équilibre entre l'assurance d'un budget de fonctionnement à plus long terme et la valorisation des unités de recherche performante par des crédits plus volatiles.** Il ne faut pas oublier que la recherche est un processus long et que les résultats ne tombent pas du ciel en une nuit. Telle est la réalité de ce monde méconnu de la classe politique qui ne voit qu'à travers le prisme de la rentabilité immédiate.

La fuite des meilleurs étudiants mise en avant à l'époque par Mme Péresse ne sera pas endiguée parce que les établissements seront plus gros et plus visibles dans les classements. La valorisation des métiers au sortir de l'université et le soutien à l'innovation auront plus de poids. L'autonomie voulue par les gouvernements précédents et par le président en place ne peut qu'introduire une concurrence malsaine entre universités et entre chercheurs pourtant jusqu'ici unis dans la création d'une société meilleure. Des présidents aux pleins pouvoirs, souvent « mal élus », vont désormais diriger des « super structures » sans aucune cohérence. Ils seront maîtres de leurs recrutements en passant outre la communauté des chercheurs, quitte à favoriser le clientélisme ou le recrutement local qui n'enrichit pas l'équipe pédagogique.

Quant à la question des fonds privés qui viendraient compléter l'investissement public, il peut certes renforcer les dynamiques d'innovation mais aussi menacer l'indépendance de la recherche. Le collectif March for Science,²³ né du scepticisme de l'administration Trump face à la véracité des analyses scientifiques, est venu rappeler l'importance d'une recherche publique indépendante mais prise en compte par les décideurs. L'équilibre est difficile à trouver mais doit constituer un élément incontournable des futures politiques publiques. Renover la gouvernance des universités est nécessaire, mais en gardant en tête les spécificités de la communauté des chercheurs, solidaire et intègre.

²³ <https://www.marchforscience.com/>

Se réappropriier le quotidien

La réalité du quotidien semble échapper au débat public et aux enjeux politiques. En revanche, l'économie est un sujet largement évoqué mais qui échappe à beaucoup d'entre nous. Sa globalisation et la complexité de ses connexions font qu'elle nous semble inaccessible, tout du moins que nous ne pouvons avoir de prise dessus. Présentée comme la base de toute politique, l'économie est devenue sujet quasi unique des débats électoraux au détriment de tous les autres. Ce qui garantit aux experts du domaine une toute puissance.

Je défends un autre point de vue. A ceux qui prônent que redresser l'économie est le préalable indispensable pour soigner la société, je réponds l'inverse. **En travaillant sur le bien-être des citoyens et le vivre-ensemble, cela engendrera une dynamique humaine pour trouver des solutions et pallier les maux de l'économie française.** L'économie doit être au service de la société, pas l'inverse.

Il n'est pas question ici de nier la précarité et la détresse que le chômage de masse génère chez des millions de français. Mais il est du rôle de la classe politique d'éclairer le peuple sur des visions alternatives et de lui donner les moyens de s'en sortir grâce à des outils adaptés aux échelles territoriales.

L'économie sociale et solidaire²⁴ (ESS) a pour caractéristique de reposer sur une plus grande proximité avec le quotidien. Elle favorise la mise en relation (locale) entre acteurs qui peuvent produire des idées ou répondre à des besoins. Mais surtout, elle se veut au bénéfice de toute la communauté. Dans l'alimentation, dans le service à la personne, au service de l'innovation sociale, elle est pourvoyeuse d'emploi. **A l'instar de la réforme des pratiques politiques, l'ESS est une autre vision de l'économie, plus facile à appréhender, à une échelle que l'on peut mieux maîtriser.**

²⁴ Voir par exemple <http://www.lelabo-ess.org/>.

Afin de sensibiliser aux opportunités de l'ESS, j'organiserai des forums dans la circonscription sur ce thème chaque année. **Réunir les acteurs du territoire et les citoyens est un facteur de réussite d'une dynamique solidaire collective, avec la conviction que cela développera une capacité de résilience locale plus forte.**

Venons ensuite à l'activité professionnelle qui occupe, pour ceux qui ont un emploi, la majeure partie de leur quotidien. La diversité des structures (taille, organisation, finalité) fait qu'il est impossible de faire des généralités. **Mais il est utile à mes yeux de rappeler que la réussite d'une entreprise tient avant tout à un investissement mutuel et au bien-être collectif.** Il n'est pas sujet ici de jeter la pierre aux salariés ou aux dirigeants. Compte-tenu du temps que l'on y passe, chacun doit ambitionner de faire de son travail un lieu d'épanouissement et de le concevoir comme une opportunité de se réaliser. Cependant, cela ne peut devenir réalité que si toute la structure va dans cette direction.

La culture du management, là où elle recherche la productivité à tout prix, est surtout productrice de stress et rend le dialogue social impossible. Les managers ne sont généralement pas formés à cela et reproduisent ce qu'ils subissent de la part de leur hiérarchie. Ce système est à bout de souffle : le mal-être se répand, la médecine du travail, inutile en l'état, n'y répond pas, les CHSCT ne sont pas toujours écoutés. **Sans un bien-être général, on ne peut pas considérer qu'une entreprise fonctionne bien.** Des constats partagés depuis longtemps par Mme Pénicaut, nouvelle ministre du travail.²⁵

Développer la responsabilité sociétale des entreprises²⁶ (RSE) contribue à faire évoluer les mentalités, à condition que ce ne soit pas seulement un argument de communication. Elle s'accompagne naturellement d'une

²⁵ http://www.dgdr.cnrs.fr/drh/protect-soc/documents/fiches_rps/rapport_lachmann.pdf

²⁶ <http://www.developpement-durable.gouv.fr/responsabilite-societale-des-entreprises>

certaine sobriété économique dans les objectifs qui permet d'éviter les ambitions sans limites d'un accroissement du profit. La contrepartie est une conscience professionnelle indispensable de la part de tous pour faire de l'entreprise un bien collectif. Les syndicats, garants d'une écoute et d'un soutien à chaque salarié, doivent permettre le dialogue social sans être dans l'obstruction systématique. Le progrès social passe parfois par la fin de certains privilèges afin de contribuer à l'effort national.

Enfin, le sport en entreprise vise à briser les logiques du chiffre en favorisant les liens humains. De nombreuses disciplines mutent pour s'adapter à ce nouveau terrain de jeu. Si vous ne pouvez aller au sport, le sport vient à vous sur vos lieux de travail pour une activité alliant santé, mixité hiérarchique et cohésion de groupe, trois composantes indispensables à un fonctionnement sain au sein de l'entreprise.

L'équilibre des libertés

Garantir la liberté des uns sans porter atteinte à la liberté des autres. Toute la délicate question de l'équilibre des lois se situe là. Car toute mesure libertaire aux yeux des uns peut être interprétée comme liberticide pour les autres, tant la frontière est mince. Le cas de la laïcité a cristallisé beaucoup de tensions depuis le début du XXI^{ème} siècle et a trouvé un écho déchirant dans la vague d'attentats qu'a connue le pays. Mais il faut trouver les racines de cette fracture nationale dans toute l'Histoire de France, que retrace C. Fourest.²⁷ Deux conceptions se sont toujours opposées autour de la liberté de religion :

- ☞ celle qui consiste à donner à chacun tous les outils pour pratiquer pleinement sa religion quitte à autoriser les accommodements (alimentaires, temporels, ...) qui en découlent
- ☞ et celle qui consiste à laisser à chacun le droit de pratiquer dans son espace privé sans pour autant imposer en public ses croyances à ceux qui en ont des différentes.

C'est ce second point de vue que la loi de 1905 défend et que nous devons continuer de défendre. **L'Histoire de France montre que le pays s'est toujours enrichi de l'accueil des peuples du monde.** Cette Histoire, que certains veulent récrire ou tout du moins réinterpréter à l'aune de leurs dogmes, est la garante d'un futur viable. Elle éclaire le présent et nous fournit les outils pour ne pas compromettre notre avenir en reproduisant les mêmes erreurs.

Au-delà du débat sur la laïcité dont certains font, à dessein, un symbole, le rôle de tout État consiste à assurer le bien-être de ses populations, leur santé mais aussi leur faculté à vivre ensemble dans la tolérance. **Le meilleur moyen est de veiller à ce que soient préservées les valeurs communes qui ont servi à la construction de la France en tant que république et terre d'idéaux,** saluée dans le monde entier en tant que telles. Si les deux premiers mots de la devise de la France (liberté, égalité) sont de son ressort, le 3^{ème} (fraternité) est du ressort de son peuple.

²⁷ *Génie de la laïcité*, Grasset, 2016.

Et tant d'autres sujets concrets

Vous l'aurez compris, l'objectif n'est pas de détailler de manière exhaustive des mesures que l'on ne peut évaluer et dont on ne sera pas maître de l'application. **Il faut toutefois savoir ériger des garde-fous moraux pour orienter les textes en cohérence avec les principes énoncés dans ce document.** De nombreux autres sujets du quotidien devront tenir une place importante dans la mandature à venir, tels que la santé, l'agriculture, le logement, les inégalités sociales, la justice, ...

Comme dans tout ce qui précède, **la notion d'échelle est prédominante.** De l'échelle de la commune ou de la circonscription jusqu'à l'échelle de l'Europe et du Monde, les leviers et les ambitions sont distincts. Certains sujets nécessitent le poids du nombre : la construction européenne prend alors son sens, à condition qu'une égalité sociale et fiscale soit instaurée entre les pays membres. D'autres requièrent un espace plus restreint pour pouvoir mettre en place des initiatives et évaluer correctement leurs impacts. La création de pôles surdimensionnés et très localisés (hôpitaux, universités) répond à des normes européennes et oublie les besoins réels des territoires désertés en services publics.



La santé et la protection sociale sont des chantiers primordiaux qui ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Elles n'ont tout simplement pas de prix. Tout candidat ne peut décemment que souhaiter un meilleur accès à la santé pour tous avec un personnel médical plus nombreux et mieux réparti sur l'ensemble du territoire. Revaloriser tous les métiers médicaux et para-médicaux est aujourd'hui indispensable. Accompagner les médecins généralistes semble également nécessaire pour parvenir à une meilleure couverture des zones géographiques.



L'agriculture française nourrit le pays. Mais les hommes et les femmes qui rendent possible ce lien vital paient au prix fort la mise en concurrence mondiale qui dicte la conduite des enseignes de la grande distribution. Sans parler des aléas climatiques qui en une nuit peuvent anéantir une saison de labour. Indispensables et pourtant dans une précarité sociale immense, les agriculteurs doivent être accompagnés pour les aider à sortir du productivisme en allant vers une production d'aliments de qualité. **Par un retour aux sources, aux méthodes traditionnelles, plus respectueuses de la terre et de la santé des consommateurs.** Cette mutation a un coût, qu'il faudra subventionner pour continuer d'assurer l'alimentation de la population. Mais aussi en incitant toutes les collectivités à faire appel directement à eux.

L'organisation en coopérative agricole a été une première réponse solidaire. Désormais majoritaire, il faudrait la généraliser tout en gardant des structures de taille raisonnable pour éviter les monopoles. Elles permettent une refonte de la chaîne de distribution en diminuant le nombre d'intermédiaires. Cela induit un changement de nos modes de consommation en prenant conscience qu'avant d'arriver dans l'assiette, à l'origine de la chaîne, il y a des humains qui travaillent avec passion et expertise.



Certains s'étonneront de ne voir aucune référence au climat d'insécurité que la France connaît depuis 2 ans. Ont été attaquées successivement la liberté d'expression, la liberté de divertissement, la liberté de religion, la liberté de vivre en toute mixité. On ne peut nier le pouvoir de minorités qui, jouant sur les détresses sociales et sur des interprétations de textes millénaires, veulent déconstruire toute notre République. L'impérialisme idéologique, auquel ces manipulateurs d'âmes affaiblies et désarmées se prêtent, se veut une réponse aux valeurs que la France a défendues au cours de son Histoire. Des valeurs d'égalité entre les sexes, de liberté de croire ou de ne pas croire.

Pour lutter contre ce fléau, il faut tout d'abord savoir réaffirmer ce qui nous rassemble sous le toit de la maison « France », que chacun prenne conscience de la chance que nous avons d'être citoyens français, de la richesse de notre culture. Il faut ensuite ne laisser personne en chemin, par une bienveillance à l'égard de chacun pour ne pas qu'il se perde, par une solidarité exacerbée pour empêcher toute rébellion, pour une rupture dans nos pratiques en endiguant la montée des inégalités sociales. La réponse à l'horreur est en nous.

Conclusion

Guidés par le bon sens, les futur(e)s élu(e)s issus de l'archipel citoyen, regroupés au sein d'un groupe à l'assemblée nationale, seront les garants de cet horizon bénéfique à tous.

Ce qui peut paraître une démarche individuelle ne prendra son sens que si elle devient collective. Demain, c'est à nous – les 78000 citoyens de la 6^{ème} circonscription du Val d'Oise – de reprendre possession de notre démocratie. Nous pouvons faire de notre territoire :

- ☞ un modèle de vie en communauté où chacun trouve sa place,
- ☞ un foyer d'innovations sociales,
- ☞ un pionnier dans le lien solidaire et durable qu'entretiennent entre eux collectivités, entreprises, associations et population.

Nous aurons alors réussi le pari des mouvements citoyens. Pris dans la tourmente du quotidien, nous n'avons pas toujours le temps ni la lucidité pour redonner du sens à nos vies.

Nous ressentons cependant le besoin de développer un sentiment d'appartenance à une famille, à une communauté d'idées, à une nation de valeurs. Le chant des colibris²⁸ est une mélodie qui fait son chemin, à travers ses oasis et ses tournées, et que j'aspire à alimenter pour, au terme des 5 ans du mandat, constater que la France a réappris à vivre avec elle-même :

*Aux énergies de la peur, nous préférons les forces de l'espoir.*²⁹

La solution n'est pas dans le repli sur soi, dans le fait de rejeter la faute sur des cibles privilégiées. Il n'y a pas à hésiter sur la hiérarchie des périls,³⁰ le Front National mettrait fin à l'idéal que je poursuis.

²⁸ <https://www.lechantdescolibris.fr/>

²⁹ <https://www.kaizen-magazine.com/restons-confiants/>

Ces élections législatives arrivent à un moment charnière de notre histoire. Les partis politiques n'ont plus de réponses adaptées et cherchent à conserver leur hégémonie sur l'action publique. Avant de réformer le système, commençons par changer les hommes et analysons-le de l'intérieur pour permettre à toute la nation de se faire son opinion. Cette candidature est la vôtre et s'enrichira de vos contributions. **En développant nos pratiques collectives, nous retrouverons le chemin de la fraternité.**

³⁰ http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/05/04/editorial-marine-le-pen-le-visage-de-l-extreme-droite_5122129_3232.html

Fiche signalétique du candidat

Identité : Yohan PENEL

Date de naissance : 25/06/1984

Profession : chercheur en mathématiques au ministère de l'écologie, de l'énergie et de la mer, spécialisé dans la modélisation et la simulation des fleuves et des océans, en particulier dans le cadre de la récupération des énergies marines

Ville de résidence : Andilly

Activités bénévoles :

- Président du club de badminton de Saint-Gratien de 2005 à 2016
- Membre du bureau de l'association sportive de Saint-Gratien de 2008 à 2012
- Membre du comité directeur du comité départemental de badminton du Val d'Oise de 2009 à 2010 puis de 2012 à 2016
- Secrétaire général adjoint de la ligue Île-de-France de badminton depuis 2016
- Responsable de la commission « développement durable » de la fédération française de badminton depuis 2016
- Membre du conseil d'administration de la société de mathématiques appliquées et industrielles depuis 2015
- Co-organisateur du Forum des Entreprises de l'Institut Galilée (93)
- Animateur au sein de l'atelier théâtre de Marly-la-Ville (95) de 2003 à 2004

La Relève Citoyenne

La Relève Citoyenne¹ est un mouvement politique national créé par des citoyens «ordinaires», qui vise à renouveler les pratiques politiques par l'investissement de candidats citoyens qui seront chargés de porter les lois indispensables à l'ouverture d'une nouvelle ère économique, écologique et démocratique. Ce mouvement n'impose aucun programme, chaque candidat est libre de développer ses propres idées dans le respect de sa charte.³¹ Il n'a donc pas vocation à être enfermé dans un emplacement sur l'échiquier politique, mais à représenter la richesse des citoyens qui le compose.

La Relève Citoyenne fait partie d'un rassemblement plus large, **l'Archipel Citoyen** : il regroupe de nombreux collectifs qui réfléchissent au monde de demain et mettent en œuvre d'ores et déjà les valeurs de démocratie réelle, solidarité, humanisme, exigence sociale et écologique. Les candidatures sont recensées sur cette carte :

http://umap.openstreetmap.fr/fr/map/candidatscitoyenslegislatives2017_137412#6/46.898/2.109

³¹ <http://relevecitoyenne.org/a-propos/charte/>

La circonscription

8 villes : Andilly, Deuil-la-Barre, Enghien-les-Bains, Margency, Montmagny, Saint-Gratien, Sannois, Soisy-sous-Montmorency



Nombre d'habitants³² (au 31/12/2012) : 117824

Nombre d'électeurs³³ (au 28/02/17) : 77435

Député sortant : François Scellier (depuis 2002)

Prédécesseur : Jean-Pierre Delalande (1988-2002)

Candidats parrainés par les maires de la circonscription³⁴ :

- N. Dupont-Aignan (Sannois)
- F. Fillon (Andilly, Enghien-les-Bains, Montmagny, Saint-Gratien, Soisy-sous-Montmorency)
- Aucun (Deuil-la-Barre, Margency)

³² <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2542357>

³³ <http://val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Elections/Elections-legislatives-2017>

³⁴ <https://presidentielle2017.conseil-constitutionnel.fr/les-parrainages/tous-les-parrainages/>